

En Haute-Garonne comme ailleurs, ne laissons pas notre avenir aux mains de ceux qui font main basse sur le budget national, au détriment de nos emplois, nos salaires, nos missions, nos retraites et nos services publics !

Toulouse, le 2 septembre 2025

Le vote de confiance de l'Assemblée nationale sollicité par le premier ministre Bayrou le 8 septembre 2025 aura pour issue probable la chute du gouvernement. **Pour autant, le passé proche nous enseigne que le monde du travail n'a rien à attendre du président de la République Macron en pareilles circonstances, tant il a montré qu'il pouvait s'asseoir sur la démocratie et imposer un exécutif illégitime, quel que soit le résultat électoral ou le vote des parlementaires à l'Assemblée nationale.**

L'austérité pour la population, des milliards pour la guerre !

Un exemple parmi d'autres qui éclaire la situation politique : la ministre de la Santé Catherine Vautrin a donné des instructions aux directeurs des agences régionales de santé (ARS), les invitant à se préparer pour un possible « engagement majeur » de la France dans un conflit armé d'ici au mois de mars. « Les hôpitaux civils devront être prêts à recevoir entre 100 000 et 500 000 hommes sur une période de 10 à 180 jours », « la création de centres médicaux » est envisagée « afin d'accueillir des patients de la zone de combat ». Sans aucune référence à l'attribution de moyens supplémentaires pour des hôpitaux déjà en situation d'immense précarité, la seule voie envisagée est de demander aux soignants de « *troquer leur champ opératoire traditionnel contre le champ de bataille quel que soit leur secteur d'exercice* » ce qui aura pour conséquence d'aggraver encore les possibilités et conditions de prise en charge des patients. Il est demandé aux directeurs d'ARS de sensibiliser, dès à présent « la communauté soignante aux contraintes d'un temps de guerre marqué par la raréfaction des ressources ». **La loi de programmation militaire, c'est 413 milliards sur sept ans !** Le budget de guerre devrait passer à 100 milliards de 2025 à 2026 puis représenter 5 % du PIB (exigence du président américain Trump en début d'année) pour atteindre 150 milliards par an. La guerre est une aubaine pour les profits du grand capital. **Ces milliards pour la guerre seraient plus qu'utiles pour développer une économie basée sur le progrès social, la justice fiscale, sociale et environnementale, au service de l'humain.**

L'épouvantail de la dette est agité en permanence par les gouvernements pour diriger les richesses vers une partie de plus en plus restreinte de l'humanité. Les milliards accumulés par quelques centaines d'individus et de multinationales au détriment du plus grand nombre montrent à quel point le libéralisme mène l'humain et la planète à leur perte.

Pour exprimer notre rejet de ces choix budgétaires mortifères, **La CGT Finances publiques 31 appelle l'ensemble des collègues du département à la grève et à s'inscrire dans le mouvement « Bloquons tout »**, initié par des citoyen·nes via les réseaux sociaux et rejoint au fil du mois d'août par de nombreuses organisations politiques et syndicales, dont la CGT.

Nous vous convions le 10 septembre à participer aux différentes actions qui seront organisées dans le département (le « programme » vous sera communiqué par nos militant·es au fur et à mesure de son élaboration).

En intersyndicale avec Solidaires, nous vous donnons rendez-vous pour une **assemblée générale centrale rue des Lois le 10 septembre à 11h30**, afin de discuter des suites possibles de cette journée.

Nous organiserons **dès le lendemain des AG sur tous les sites où ce sera possible**, pour rendre compte à l'ensemble des collègues de cette journée de grève et d'actions, et envisager les moyens de prolonger cette manifestation de notre colère.





Montreuil, le 28/08/2025

2026 : LE BUDGET DE LA HONTE !

Avec ou sans Bayrou imposons une autre politique

En grève dès le 10 septembre

pour plus de justice fiscale, sociale et environnementale !

E. Macron et son gouvernement « Bayrou » veulent amputer le budget 2026 de 44 milliards d'euros alors que, pour exemple, 211 milliards d'euros d'aides publiques ont été versées sans contrôle aux entreprises privées en 2023 (commission d'enquête du sénat) et que se sont succédé les cadeaux fiscaux aux plus fortunés (sachant que le patrimoine des 500 familles les plus riches de France représente 40 % du PIB du pays).

En 2026, les dépenses de l'État seront gelées au niveau de 2025, à l'exception de l'augmentation de la soi-disant « charge » de la dette et des dépenses pour l'armée (+ 6,7 milliards d'euros). Autrement dit, c'est un gel des traitements, des salaires, des pensions, des retraites, des promotions catégorielles et la poursuite des suppressions d'emplois !

À la DGFIP, la CGT Finances publiques ne cesse d'alerter sur la dégradation des conditions de travail, liée en grande partie aux pertes d'effectifs (36 662 titulaires, soit près de 30 % des effectifs depuis la création de la DGFIP en 2008).

Nos dirigeants n'ont cure des appels au secours des personnels, car ils veulent continuer la saignée : - 550 en 2026 et probablement - 700 en 2027, alors que nos services ont subi depuis plusieurs années près de 90% des suppressions d'emplois de toute la fonction publique d'État. Un vrai scandale !

À la DGFIP, nous subissons aussi le gel du point d'indice qui a drastiquement fait baisser notre pouvoir d'achat. Et dernièrement nous avons subi des attaques frontales sur nos droits en matière de santé tant sur nos arrêts maladie qu'en matière de protection sociale complémentaire avec la start-up spéculative ALAN que le gouvernement veut nous imposer !

**Avec ces mesures, E. Macron, F. Bayrou et consort ont clairement désigné leurs ennemis :
les services publics et leurs agent·es, les salarié·es en général, les retraité·es
et les personnes les plus modestes en particulier :**

- Baisse en « euros constants » (c'est-à-dire avec prise en compte de l'inflation) du budget de tous les services publics.
- Suppression d'agences et de programmes de l'État.
- Suppression de 3000 postes de fonctionnaires en 2026, pour un objectif de non-remplacement d'un sur trois.
- Baisse du salaire des fonctionnaires en euros constants, alors que depuis 20 ans cette baisse est déjà de 23 %.
- Baisse en euros constants des pensions des retraité·es.
- Baisse en euros constants des allocations familiales, des aides au logement, de l'allocation adulte handicapé, des bourses d'études et du RSA. Blocage des seuils qui exclura des personnes qui en sont proches et dont les revenus augmenteraient légèrement.
- Création d'une allocation sociale unifiée (ASU) plafonnée par fusion des prestations sociales pour faire des économies.
- Baisse drastique des droits au chômage.
- Remise en cause de droits des salarié·es : flexibilité, monétisation de la 5ème semaine de congés payés, développement des contrats précaires, division par deux des délais de recours devant les prud'hommes en cas de licenciement abusif, etc.
- Stigmatisation des patients et augmentation du reste à charge. Le dispositif de prise en charge des affections longues durées (ALD) est dans le viseur pour diminuer la couverture de ces patients.
- Suppression de 2 jours fériés : c'est du travail gratuit, une baisse du salaire horaire, la suppression, quand elle existe, de la majoration de la rémunération pour les personnes travaillant déjà les jours fériés.
- Extension des possibilités de travailler le 1^{er} mai à 3 millions de salarié·es.

Liste non exhaustive

Combien vont te coûter ces mesures si nous ne gagnons pas un changement radical de politique ? Utilise le simulateur CGT. Et n'oublions pas de signer la pétition intersyndicale.

<https://www.cgt.fr/actualites/france/mobilisation-legislation/budget-les-sacrifices-pour-le-monde-du-travail-ca-suffit>

Parce que c'est notre avenir qui est en jeu, départ de F. Bayrou ou pas, dissolution ou pas, refusons la destruction de nos acquis sociaux et l'appauvrissement de la majorité de la population !

**Pour notre avenir, la justice sociale, économique et fiscale,
soyons en grève le 10 septembre !**

**Et réunissons-nous par tous les moyens possibles pour décider des suites et de
l'amplification de la mobilisation, à la DGFIP comme au niveau interprofessionnel !**